

Évolutions bancaires et monétaires en Nouvelle-Calédonie au 30 septembre 2014

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Conséquence d'une activité mondiale plus faible que prévu au premier semestre 2014, le Fonds monétaire international (FMI) a revu ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale à la baisse, à 3,3 % pour cette année et à 3,8 % en projection pour 2015.

Le PIB en volume de la zone euro a augmenté de 0,2 % au troisième trimestre de l'année (variation trimestrielle). Cette évolution est conforme aux précédentes indications d'un ralentissement de la dynamique de croissance en zone euro. Ces éléments sont reflétés dans les projections macroéconomiques de décembre 2014 établies par les services de l'Eurosystème pour la zone euro, qui prévoient une hausse du PIB annuel en volume de 0,8% en 2014, de 1,0% en 2015 et de 1,5% en 2016.

Lors de sa réunion du 4 décembre 2014, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 0,05 %, 0,30 % et - 0,20 %. Par ailleurs, s'agissant des mesures non conventionnelles de politique monétaire, la BCE a débuté courant octobre ses achats d'obligations sécurisées (*covered bonds*) et courant novembre les achats de titres adossés à des actifs (*asset-backed securities*). Ces programmes d'achats dureront au moins deux ans. Par ailleurs, la deuxième opération de refinancement à plus long terme ciblée (*targeted longer-term refinancing operations* ou TLTRO) sera lancée courant décembre, suivie de six autres opérations de ce type jusqu'en juin 2016. Ces mesures visent à rapprocher le bilan de la BCE des dimensions qu'il affichait début 2012. Lors de la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue du Conseil, Mario Draghi, Président de la BCE a notamment indiqué que « S'il devenait nécessaire d'accentuer la réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs continue d'affirmer unanimement son engagement à recourir à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. Cela impliquerait de modifier en début d'année prochaine l'ampleur, le rythme et le contenu de nos mesures. En réponse à la demande du Conseil des gouverneurs, les services de la BCE et les comités compétents de l'Eurosystème ont accéléré les préparatifs techniques en vue de nouvelles mesures qui pourraient, le cas échéant, être mises en œuvre en temps voulu. Toutes nos mesures de politique monétaire ont pour objet de soutenir l'ancrage solide des anticipations d'inflation à moyen et long terme, conformément à notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %, et contribuent à ramener les taux d'inflation à ce niveau. »

SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

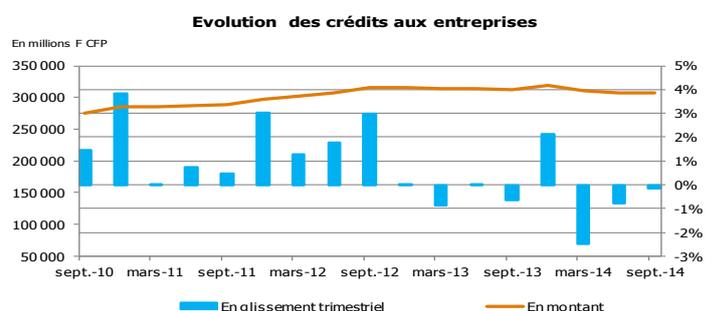
En Nouvelle-Calédonie, l'orientation de la plupart des indicateurs économiques témoigne d'un ralentissement de la conjoncture économique au troisième trimestre 2014. L'investissement privé est pénalisé par le manque de visibilité économique des entreprises. Parallèlement, la consommation des ménages s'essouffle, malgré la stabilisation de l'indice des prix.

Reprise mitigée de l'activité de financement

La conjoncture monétaire et financière du troisième trimestre 2014 est marquée par un léger rebond de l'encours brut des crédits octroyés par les établissements locaux : +0,9 % sur trois mois, après -0,1 % au trimestre précédent. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des crédits aux ménages (+1,9 % à fin septembre 2014), alors que les crédits aux entreprises sont caractérisés par une relative atonie.

Stabilité des crédits aux entreprises

L'encours des **crédits aux entreprises** demeure quasi stable sur le trimestre (-0,2 %, après -0,8 % le trimestre précédent). Si les crédits d'investissement affichent une reprise modérée (+1,2 %, après +0,0 %), l'encours des crédits d'exploitation est caractérisé par un nouveau ralentissement (-2,0 %) en raison du repli des comptes ordinaires débiteurs (-3,2 %, après -4,4 % le trimestre précédent).



L'encours global s'établit ainsi à 307,3 milliards de F CFP, en diminution de 1,3 % sur un an (contre -1,4 % en 2013). Cette contraction contraste avec la progression observée en métropole sur la même période (+1,5 %).

Léger rebond des crédits aux ménages

Au troisième trimestre 2014, l'encours sain des **crédits aux ménages** s'inscrit en hausse (+1,9 %) après avoir été stable au deuxième trimestre (-0,1 %). Il se redresse de 1,1 % sur un an (après +1,0 % en 2013), mais à un rythme inférieur à celui observé en métropole (+2,8 %).

L'encours des **crédits à l'habitat**, principale composante de l'endettement des ménages, enregistre une hausse ce trimestre (+2,0 %), bénéficiant en partie de la loi du pays sur la défiscalisation des logements intermédiaires. L'encours représente 265 milliards de F CFP, correspondant à 79,4 % de l'ensemble des crédits accordés aux ménages calédoniens.

L'encours des **crédits à la consommation** progresse légèrement au troisième trimestre (+0,7 %), compte tenu de la hausse des crédits de trésorerie (+1,2 %) et de l'évolution favorable des achats de véhicules automobiles. Dans le même temps, les comptes ordinaires débiteurs se contractent fortement (-7,8 %). Sur un an, l'encours du crédit à la consommation continue de décroître (-1,6 %, après +0,9 % en 2013).

Progression des crédits aux collectivités locales

L'encours des **crédits aux collectivités locales** freine sa progression à 1,4 %, après 2,9 % le trimestre précédent. Cette situation est liée à l'augmentation sensible des crédits d'exploitation, alors que les crédits d'investissement se contractent (-1,2 %).

L'encours des crédits consentis aux collectivités locales atteint 12,8 milliards de F CFP, en hausse de 23,6 % sur un an.

Maîtrise de la sinistralité

L'encours des **créances douteuses brutes** diminue de 1,7 % au troisième trimestre (+1,7 % sur un an), pour s'établir à 20,8 milliards de F CFP. Le taux de créances douteuses recule de 0,1 point sur le trimestre à 3,0 %, soit un niveau identique à l'année précédente.

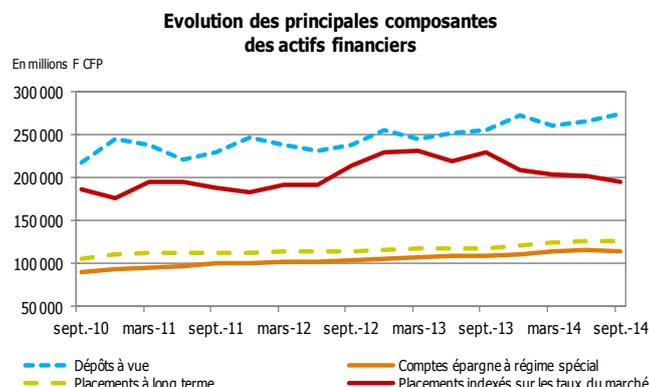
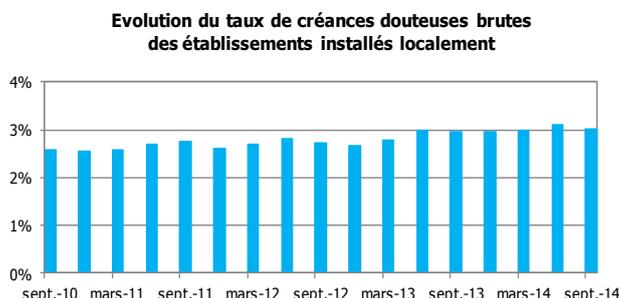
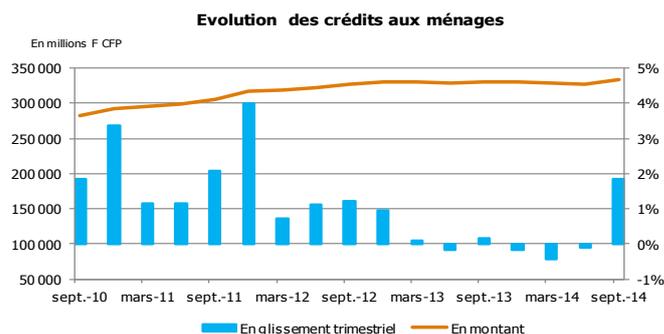
Le **taux de provisionnement** de ces créances douteuses augmente modérément sur le trimestre (+0,5 point) et s'établit à 60,6 %. Il progresse de 0,9 point sur un an.

Hausse mesurée des actifs financiers

L'encours des **dépôts collectés par le système bancaire local** enregistre un faible rythme de progression au troisième trimestre (+1,5 milliard de F CFP, soit +0,3 %, après +0,6 % au trimestre précédent). L'encours total s'établit ainsi à 561 milliards de F CFP au 30 septembre 2014, en baisse de 1,6 % sur un an.

Cette évolution est due essentiellement à la croissance **des dépôts à vue** sur le trimestre pour les entreprises et les ménages, compensant ainsi le retrait observé chez les autres agents (+8 milliards de F CFP, soit +3,0 %), alors que les **placements indexés sur les taux du marché** accentuent le reflux (-5,6 milliards de F CFP, -2,9 %). Notamment, les comptes à terme poursuivent leur recul (-3 % sur le trimestre).

Les **comptes d'épargne à régime spécial** s'infléchissent modérément sur la période pour s'établir à 96 milliards de F CFP (-0,8 %).



Les autres placements auprès du système bancaire local

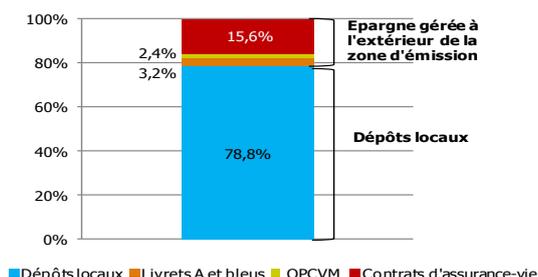
Parallèlement à ces dépôts, le système bancaire local collecte d'autres types de placements auprès de sa clientèle, non transformables pour son activité de financement et gérés hors de la zone d'émission.

Ces avoirs se replient légèrement sur le trimestre (-0,4 %), contrastant avec l'évolution favorable des trimestres précédents. Toutefois, ils bénéficient d'une évolution encore dynamique en rythme annuel (+5,6 %). En particulier, l'encours des livrets A et bleus se contracte sur le trimestre (-1,1 %, +3,4 % sur un an), compte tenu du nouvel abaissement de 25 points de base de son taux de rémunération, ramené à 1 % à compter du 1^{er} août 2014. Cette contraction est également constatée sur la même période en métropole avec une diminution de l'encours des livrets A de 1,5 %.

L'encours des contrats d'assurance-vie (111 milliards de F CFP), qui constitue le principal produit d'épargne géré à l'extérieur de la zone d'émission, continue de progresser au même rythme que le trimestre précédent (+1,3 %, +6,7 % en glissement annuel).

Au final, l'ensemble des actifs détenus par les agents économiques affiche une quasi-stabilité sur le trimestre (+0,1 %, après +0,9 %). Le rythme de progression de la collecte auprès des ménages et des entreprises (respectivement +0,8%, +0,6 %) permet de compenser la baisse des actifs financiers des autres agents (-3,3 %). Sur un an, les actifs financiers détenus par les Néo-calédoniens enregistrent également une relative atonie (-0,1 %, contre +6,0 % un an auparavant) pour s'établir à 711,2 milliards de F CFP.

Répartition des dépôts



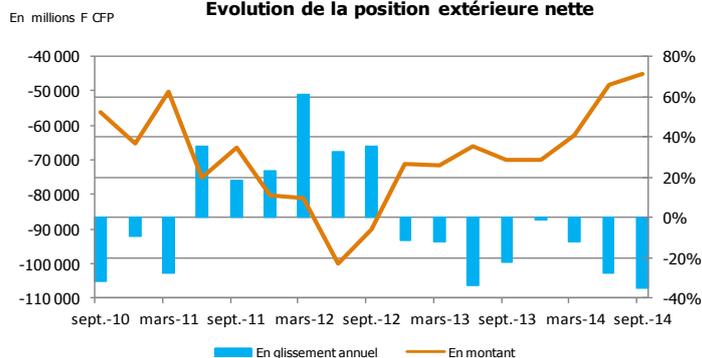
Le solde emplois-ressources des établissements de crédit locaux se détériore

Amélioration de la position extérieure nette

Au troisième trimestre, le système bancaire local affiche une augmentation de son solde emplois-ressources clientèle de 6,1 milliards de F CFP (soit +4,6 %), sous l'effet conjugué de l'augmentation des encours de crédits (+0,9 %) et d'une stabilité de la collecte des dépôts (+0,0 %). Les ressources des établissements locaux, essentiellement issues des dépôts collectés (77 %), sont à plus de 96 % destinées à financer leur activité de crédits.

Parallèlement, le solde de la position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission), structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, se replie de 2,8 milliards de F CFP (-5,9 % sur le trimestre), pour s'établir à -45 milliards de F CFP au 30 septembre 2014. Il s'améliore de 35,2 % en glissement annuel.

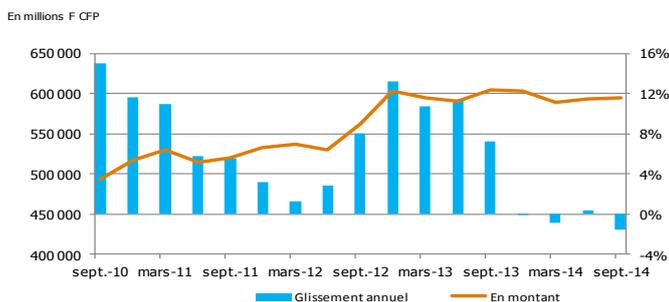
Evolution de la position extérieure nette



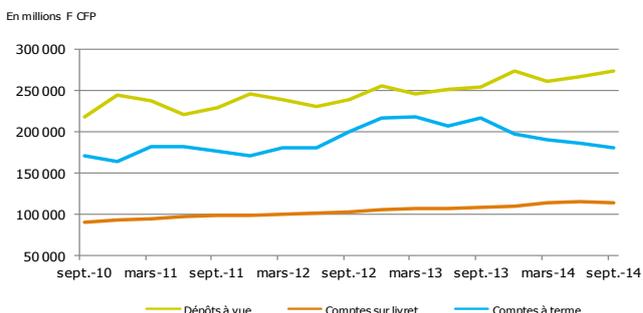
Légère progression de la masse monétaire sur le trimestre

La masse monétaire M3 poursuit modérément son redressement sur le troisième trimestre 2014, pour atteindre 595 milliards de F CFP (+0,2 %, contre +0,7 %). Cette évolution s'explique principalement par la hausse marquée des dépôts à vue (+3,0 %, après +1,8 %), permettant de compenser le repli des dépôts à terme (-3,0 %) et dans une moindre mesure des comptes sur livrets (-1,0 %). Sur un an, l'agrégat M3 se contracte (-1,5 % contre +7,3 %, un an auparavant), principalement en raison de la contraction significative des dépôts à terme (-16,7 %, soit -36,2 milliards de F CFP).

Evolution de la masse monétaire



Evolution des principales composantes de la masse monétaire

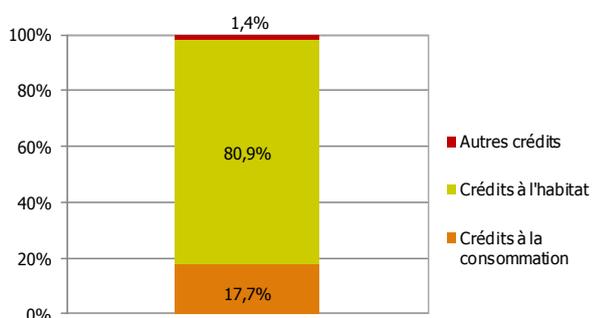


ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

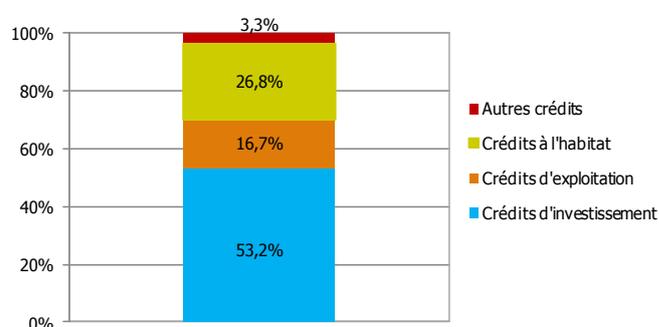
Parallèlement aux opérations auprès du système bancaire local, les agents économiques ont recours à des financements auprès d'établissements situés hors de la zone d'émission.

À fin septembre 2014, l'encours des crédits bruts octroyés aux agents économiques néo-calédoniens par l'ensemble des établissements de crédit (qu'ils soient installés dans ou hors de la zone d'émission) s'établit à 983 milliards de F CFP, en hausse de 1,7 % sur le trimestre et de 1,4 % sur un an. L'encours des crédits aux entreprises augmente modérément au troisième trimestre (+0,2 %), mais poursuit son reflux en glissement annuel (-3,9 %). Les crédits aux ménages progressent au troisième trimestre (+1,7 %), tandis que leur rythme de croissance s'accélère légèrement en glissement annuel (+2,2 %, contre +1,9 % un an auparavant). L'encours des collectivités locales se redresse fortement ce trimestre (+10,4 %, +25,1 % sur un an), pour se situer à 85 milliards de F CFP à fin septembre 2014. La part de marché des établissements de crédit hors zone d'émission représente 30,0 % du total des engagements. Elle est de 19,9 % sur la clientèle des ménages et de 29,8 % sur les entreprises. Leur contribution au financement des collectivités locales est forte, puisqu'ils leur octroient 84,9 % de leurs crédits, en progression de 1,3 point sur le trimestre.

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
 - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
 - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	sept.-10	sept.-11	sept.-12	sept.-13	déc.-13	mars-14	juin-14	sept.-14	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	13 562	14 553	16 119	16 319	16 069	15 011	15 412	15 547	0,9%	-4,7%
<i>Billets</i>	<i>11 997</i>	<i>12 899</i>	<i>14 367</i>	<i>14 475</i>	<i>14 182</i>	<i>13 097</i>	<i>13 469</i>	<i>13 590</i>	0,9%	-6,1%
<i>Pièces</i>	<i>1 565</i>	<i>1 654</i>	<i>1 752</i>	<i>1 844</i>	<i>1 887</i>	<i>1 914</i>	<i>1 943</i>	<i>1 957</i>	0,7%	6,1%
Dépôts à vue	218 389	229 275	239 208	254 908	273 632	261 739	266 433	274 396	3,0%	7,6%
TOTAL M1	231 951	243 828	255 327	271 227	289 701	276 750	281 845	289 943	2,9%	6,9%
M2-M1	90 542	99 796	103 812	109 413	111 050	114 789	115 877	114 740	-1,0%	4,9%
Comptes sur livrets	89 864	99 158	103 183	108 813	110 420	114 219	115 329	114 211	-1,0%	5,0%
Comptes épargne logement	678	638	629	600	630	570	548	529	-3,5%	-11,8%
TOTAL M2	322 493	343 624	359 139	380 640	400 751	391 539	397 722	404 683	1,8%	6,3%
M3-M2	170 876	177 216	203 820	223 376	202 832	197 767	195 703	190 085	-2,9%	-14,9%
Dépôts à terme	170 717	177 080	200 230	216 805	198 128	191 158	186 163	180 545	-3,0%	-16,7%
Bons de caisse	159	136	41	39	39	0	0	0		-100,0%
TOTAL M3	493 369	520 840	562 959	604 016	603 583	589 306	593 425	594 768	0,2%	-1,5%
P1	4 022	3 899	3 731	3 478	3 527	3 603	3 694	3 769	2,0%	8,4%
Plans d'épargne logement	3 952	3 798	3 583	3 287	3 338	3 419	3 474	3 552	2,2%	8,1%
Autres compte d'épargne à régime spécial	70	101	148	191	189	184	220	217	-1,4%	13,6%
M3+P1	497 391	524 739	566 690	607 494	607 110	592 909	597 119	598 537	0,2%	-1,5%

Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	sept.-10	sept.-11	sept.-12	sept.-13	déc.-13	mars-14	juin-14	sept.-14	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	113 605	106 539	119 032	144 510	138 699	139 391	135 938	139 030	2,3%	-3,8%
Institut d'émission	34 035	30 718	45 595	54 548	54 361	52 972	39 496	41 981	6,3%	-23,0%
Etablissements de crédit	79 570	75 821	73 437	89 962	84 338	86 419	96 442	97 049	0,6%	7,9%
Créances du Trésor public	16 080	17 856	20 961	22 514	22 095	22 841	23 057	23 560	2,2%	4,6%
Concours sur ressources monétaires	363 684	396 445	422 966	436 992	442 789	427 074	434 430	432 178	-0,5%	-1,1%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	591 482	633 145	684 209	688 679	695 153	683 569	682 631	688 615	0,9%	0,0%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	227 798	236 700	261 243	251 687	252 364	256 495	248 201	256 437	3,3%	1,9%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>52 165</i>	<i>53 288</i>	<i>57 243</i>	<i>61 403</i>	<i>61 314</i>	<i>62 024</i>	<i>66 037</i>	<i>66 218</i>	0,3%	7,8%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>10 609</i>	<i>11 280</i>	<i>11 749</i>	<i>12 206</i>	<i>12 455</i>	<i>12 450</i>	<i>12 701</i>	<i>12 587</i>	-0,9%	3,1%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>135 658</i>	<i>142 349</i>	<i>163 426</i>	<i>159 787</i>	<i>154 320</i>	<i>149 486</i>	<i>144 540</i>	<i>142 326</i>	-1,5%	-10,9%
<i>Epargne contractuelle</i>	<i>4 021</i>	<i>3 899</i>	<i>3 731</i>	<i>3 477</i>	<i>3 527</i>	<i>3 604</i>	<i>3 694</i>	<i>3 769</i>	2,0%	8,4%
<i>Divers</i>	<i>25 345</i>	<i>25 884</i>	<i>25 094</i>	<i>14 814</i>	<i>20 748</i>	<i>28 931</i>	<i>21 229</i>	<i>31 537</i>	48,6%	112,9%
Total M3	493 369	520 840	562 959	604 016	603 583	589 306	593 425	594 768	0,2%	-1,5%
Position extérieure nette	-56 088	-66 528	-89 989	-69 825	-69 982	-63 067	-48 098	-45 277	-5,9%	-35,2%

Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	sept.-10	sept.-11	sept.-12	sept.-13	déc.-13	mars-14	juin-14	sept.-14	1 trim	1 an
Emplois	613 925	653 223	722 151	734 075	739 541	725 315	714 031	714 738	0,1%	-2,6%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	591 482	633 145	684 209	688 679	695 153	683 569	682 631	688 615	0,9%	0,0%
Réserves obligatoires et libres	22 443	20 078	37 942	45 396	44 388	41 746	31 400	26 123	-16,8%	-42,5%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ressources	613 925	653 223	722 151	734 075	739 541	725 315	714 031	714 738	0,1%	-2,6%
Dépôts collectés (- encaisses)	461 723	485 561	522 097	560 103	559 364	546 899	550 082	549 918	0,0%	-1,8%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	62 774	64 567	68 992	73 609	73 770	74 474	78 738	78 806	0,1%	7,1%
Excédent des opérations diverses des EC	15 650	18 406	23 127	19 683	25 310	30 337	19 137	23 941	25,1%	21,6%
Réescampte	17 689	18 161	17 946	10 855	11 114	10 538	17 976	16 796	-6,6%	54,7%
Position extérieure nette des EC (si négative)	56 089	66 528	89 989	69 825	69 983	63 067	48 098	45 277	-5,9%	-35,2%
Solde emplois-ressources clientèle	129 759	147 584	162 112	128 576	135 789	136 670	132 549	138 697	4,6%	7,9%

Les placements

	Montants en millions F CFP								Variations	
	sept-10	sept-11	sept-12	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	1 trim	1 an
Sociétés non financières	195 259,2	205 090,2	224 506,5	229 325,9	227 681,8	216 922,4	217 965,7	219 246,6	0,6%	-4,4%
Dépôts à vue	103 739,2	109 507,0	118 534,4	121 334,0	132 860,6	126 835,9	126 882,3	134 231,5	5,8%	10,6%
Placements liquides ou à court terme	90 116,6	94 210,8	104 259,2	106 687,0	93 488,7	88 757,2	89 577,4	84 110,4	-6,1%	-21,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	470,5	340,3	91,6	127,4	99,0	111,7	187,0	141,4	-24,4%	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	89 646,1	93 870,5	104 167,5	106 559,7	93 389,7	88 645,5	89 390,4	83 969,0	-6,1%	-21,2%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>84 465,8</i>	<i>88 143,9</i>	<i>95 417,7</i>	<i>94 374,4</i>	<i>84 033,7</i>	<i>77 101,5</i>	<i>74 121,0</i>	<i>69 236,5</i>	-6,6%	-26,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>5 180,3</i>	<i>5 726,6</i>	<i>5 200,9</i>	<i>5 652,8</i>	<i>4 691,1</i>	<i>4 935,4</i>	<i>5 729,7</i>	<i>5 192,8</i>	-9,4%	-8,1%
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>3 549,0</i>	<i>6 532,4</i>	<i>4 664,9</i>	<i>6 608,6</i>	<i>9 539,6</i>	<i>9 539,6</i>	0,0%	n.s
Epargne à long terme	1 403,3	1 372,5	1 713,0	1 304,8	1 332,6	1 329,2	1 506,0	904,7	-39,9%	-30,7%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>1 348,1</i>	<i>1 353,6</i>	<i>1 680,9</i>	<i>1 262,1</i>	<i>1 288,2</i>	<i>1 285,2</i>	<i>1 460,4</i>	<i>859,8</i>	-41,1%	-31,9%
Ménages	321 005,0	335 794,8	354 528,6	366 068,6	376 116,7	379 543,9	382 948,0	386 109,3	0,8%	5,5%
Dépôts à vue	88 052,5	94 852,0	100 789,3	103 207,9	109 167,6	106 176,9	108 269,1	112 170,5	3,6%	8,7%
Placements liquides ou à court terme	129 512,8	130 761,0	140 861,0	146 964,5	147 959,0	152 276,6	152 070,8	150 485,0	-1,0%	2,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	85 360,0	94 403,1	99 359,1	105 006,0	106 784,9	110 671,1	111 220,9	110 204,7	-0,9%	5,0%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>69 155,9</i>	<i>76 845,9</i>	<i>79 325,9</i>	<i>82 822,0</i>	<i>84 055,3</i>	<i>87 681,7</i>	<i>88 063,8</i>	<i>87 182,0</i>	-1,0%	5,3%
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>15 207,2</i>	<i>16 545,3</i>	<i>18 997,6</i>	<i>21 166,2</i>	<i>21 669,7</i>	<i>21 979,6</i>	<i>22 166,6</i>	<i>22 040,3</i>	-0,6%	4,1%
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>318,6</i>	<i>373,6</i>	<i>406,6</i>	<i>417,9</i>	<i>430,3</i>	<i>439,5</i>	<i>442,5</i>	<i>453,9</i>	2,6%	8,6%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>678,3</i>	<i>638,3</i>	<i>628,9</i>	<i>600,0</i>	<i>629,6</i>	<i>570,3</i>	<i>548,0</i>	<i>528,6</i>	-3,6%	-11,9%
Placements indexés sur les taux de marché	44 152,8	36 357,9	41 502,0	41 958,4	41 174,1	41 605,5	40 849,9	40 280,4	-1,4%	-4,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>32 586,9</i>	<i>30 168,3</i>	<i>36 620,6</i>	<i>41 084,1</i>	<i>40 244,5</i>	<i>40 733,7</i>	<i>40 037,3</i>	<i>39 444,4</i>	-1,5%	-4,0%
<i>dont bons de caisse</i>	<i>159,0</i>	<i>136,1</i>	<i>40,7</i>	<i>39,0</i>	<i>39,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	n.s	n.s
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>11 406,9</i>	<i>6 053,4</i>	<i>4 840,7</i>	<i>835,4</i>	<i>890,5</i>	<i>871,7</i>	<i>812,6</i>	<i>835,9</i>	2,9%	0,1%
Epargne à long terme	103 439,7	110 181,9	112 878,3	115 896,3	118 990,0	121 090,5	122 608,1	123 453,8	0,7%	6,5%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>3 948,8</i>	<i>3 798,5</i>	<i>3 583,2</i>	<i>3 286,5</i>	<i>3 337,6</i>	<i>3 418,7</i>	<i>3 473,2</i>	<i>3 550,9</i>	2,2%	8,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>69,6</i>	<i>100,8</i>	<i>148,0</i>	<i>190,9</i>	<i>188,6</i>	<i>184,4</i>	<i>219,9</i>	<i>217,4</i>	-1,2%	13,8%
<i>dont portefeuille-titres</i>	<i>4 451,3</i>	<i>3 916,0</i>	<i>4 519,3</i>	<i>5 052,6</i>	<i>5 377,5</i>	<i>5 679,4</i>	<i>5 574,9</i>	<i>4 886,0</i>	-12,4%	-3,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>2 933,3</i>	<i>2 720,1</i>	<i>3 091,8</i>	<i>3 132,2</i>	<i>3 268,3</i>	<i>3 455,3</i>	<i>3 576,5</i>	<i>3 586,4</i>	0,3%	14,5%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>92 036,7</i>	<i>99 646,6</i>	<i>101 536,1</i>	<i>104 234,1</i>	<i>106 818,0</i>	<i>108 352,8</i>	<i>109 763,6</i>	<i>111 213,1</i>	1,3%	6,7%
Autres agents	85 828,8	89 575,5	92 607,2	116 716,8	111 282,3	107 734,2	109 374,5	105 800,7	-3,3%	-9,4%
Dépôts à vue	26 596,9	24 915,7	19 884,2	30 366,2	31 604,1	28 726,5	31 281,9	27 994,0	-10,5%	-7,8%
Placements liquides ou à court terme	58 421,6	63 884,3	72 558,7	85 632,5	78 352,2	77 360,9	76 498,1	76 269,7	-0,3%	-10,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	4 711,1	5 051,9	4 360,1	4 278,4	4 164,6	4 005,7	4 468,1	4 392,7	-1,7%	2,7%
Placements indexés sur les taux de marché	53 710,5	58 832,4	68 198,7	81 354,1	74 187,7	73 355,3	72 030,0	71 877,0	-0,2%	-11,6%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>53 664,5</i>	<i>58 767,4</i>	<i>68 191,2</i>	<i>81 346,7</i>	<i>73 849,7</i>	<i>73 323,1</i>	<i>72 004,9</i>	<i>71 864,2</i>	-0,2%	-11,7%
Epargne à long terme	810,3	775,5	164,3	718,1	1 326,0	1 646,7	1 594,4	1 537,0	-3,6%	n.s
Total actifs financiers	602 093,0	630 460,5	671 642,4	712 111,4	715 080,8	704 200,5	710 288,2	711 156,6	0,1%	-0,1%
Dépôts locaux	468 186,4	493 300,0	531 224,2	569 535,6	568 956,8	555 535,0	559 085,9	560 606,7	0,3%	-1,6%
Dépôts à vue	218 388,6	229 274,7	239 207,8	254 908,2	273 632,4	261 739,3	266 433,3	274 395,9	3,0%	7,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	78 921,6	86 809,5	88 197,3	91 250,9	92 492,6	96 028,7	96 949,8	96 125,9	-0,8%	5,3%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>73 903,6</i>	<i>81 898,1</i>	<i>83 430,5</i>	<i>86 754,7</i>	<i>87 904,8</i>	<i>91 414,1</i>	<i>92 264,5</i>	<i>91 373,8</i>	-1,0%	5,3%
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>318,6</i>	<i>373,9</i>	<i>406,7</i>	<i>418,8</i>	<i>431,3</i>	<i>440,5</i>	<i>443,4</i>	<i>454,6</i>	2,5%	8,5%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>678,3</i>	<i>638,3</i>	<i>628,9</i>	<i>600,0</i>	<i>629,6</i>	<i>570,3</i>	<i>548,0</i>	<i>528,6</i>	-3,6%	-11,9%
<i>dont plan d'épargne logement</i>	<i>3 951,6</i>	<i>3 798,5</i>	<i>3 583,2</i>	<i>3 286,5</i>	<i>3 338,3</i>	<i>3 419,4</i>	<i>3 474,0</i>	<i>3 551,6</i>	2,2%	8,1%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>69,6</i>	<i>100,8</i>	<i>148,0</i>	<i>190,9</i>	<i>188,6</i>	<i>184,4</i>	<i>219,9</i>	<i>217,4</i>	-1,2%	13,8%
Placements indexés sur les taux de marché	170 876,1	177 215,8	203 819,1	223 376,6	202 831,8	197 766,9	195 702,9	190 084,8	-2,9%	-14,9%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>170 717,1</i>	<i>177 079,7</i>	<i>200 229,5</i>	<i>216 805,1</i>	<i>198 127,9</i>	<i>191 158,4</i>	<i>186 163,2</i>	<i>180 545,1</i>	-3,0%	-16,7%
<i>dont bons de caisse</i>	<i>159,0</i>	<i>136,1</i>	<i>40,7</i>	<i>39,0</i>	<i>39,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	n.s	n.s
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>3 549,0</i>	<i>6 532,4</i>	<i>4 664,9</i>	<i>6 608,6</i>	<i>9 539,6</i>	<i>9 539,6</i>	0,0%	n.s
Placements hors zone d'émission	133 906,6	137 160,6	140 418,1	142 575,7	146 124,0	148 665,5	151 202,2	150 549,9	-0,4%	5,6%
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>15 641,1</i>	<i>16 885,0</i>	<i>19 344,6</i>	<i>21 638,3</i>	<i>22 082,9</i>	<i>22 363,6</i>	<i>22 620,1</i>	<i>22 381,8</i>	-1,1%	3,4%
<i>dont actions</i>	<i>3 511,9</i>	<i>2 823,6</i>	<i>3 133,7</i>	<i>3 819,3</i>	<i>4 121,2</i>	<i>4 489,1</i>	<i>4 396,2</i>	<i>3 719,6</i>	-15,4%	-2,6%
<i>dont obligations</i>	<i>994,6</i>	<i>1 111,2</i>	<i>1 439,6</i>	<i>1 582,9</i>	<i>1 940,1</i>	<i>1 944,9</i>	<i>1 955,6</i>	<i>1 952,0</i>	-0,2%	23,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>16 633,3</i>	<i>11 845,0</i>	<i>10 049,0</i>	<i>6 495,6</i>	<i>5 919,5</i>	<i>5 839,3</i>	<i>6 567,5</i>	<i>6 041,6</i>	-8,0%	-7,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>5 088,9</i>	<i>4 849,2</i>	<i>4 915,1</i>	<i>4 805,5</i>	<i>5 242,4</i>	<i>5 675,8</i>	<i>5 899,3</i>	<i>5 241,8</i>	-11,1%	9,1%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>92 036,7</i>	<i>99 646,6</i>	<i>101 536,1</i>	<i>104 234,1</i>	<i>106 818,0</i>	<i>108 352,8</i>	<i>109 763,6</i>	<i>111 213,1</i>	1,3%	6,7%

Les crédits à l'économie

Établissements de crédit locaux

	Montants en millions F CFP								Variations	
	sept-10	sept-11	sept-12	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	71 207,3	74 861,7	86 910,3	79 833,3	83 318,5	75 401,5	74 353,3	72 838,8	-2,0%	-8,8%
<i>Créances commerciales</i>	4 456,5	4 423,9	4 445,4	3 516,3	3 541,0	3 555,2	3 750,4	3 204,7	-14,6%	-8,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	39 975,8	41 631,9	42 663,0	43 140,7	43 566,3	41 050,4	41 169,7	41 153,4	0,0%	-4,6%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 502,0	1 490,3	1 266,5	1 346,4	1 308,2	1 235,9	1 250,6	1 281,1	2,4%	-4,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	26 775,0	28 805,9	39 801,8	33 176,3	36 211,2	30 796,0	29 433,2	28 480,7	-3,2%	-14,2%
Crédits d'investissement	156 099,0	163 350,7	173 128,1	172 336,9	175 382,1	175 944,7	175 950,6	178 140,1	1,2%	3,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	147 173,3	154 469,3	164 022,2	162 966,1	166 275,6	167 400,5	167 394,2	169 373,5	1,2%	3,9%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	9 068,8	9 108,6	8 804,1	8 124,0	8 217,2	8 028,2	7 928,7	7 756,3	-2,2%	-4,5%
<i>Crédit-bail</i>	8 925,7	8 881,4	9 105,9	9 370,8	9 106,5	8 544,2	8 556,4	8 766,6	2,5%	-6,4%
Crédits à l'habitat	39 272,5	38 975,6	41 278,2	43 033,4	43 142,7	42 845,8	42 812,3	42 267,6	-1,3%	-1,8%
Autres crédits	8 418,4	11 851,8	14 642,1	16 293,0	16 351,9	16 047,3	14 714,8	14 066,4	-4,4%	-13,7%
Encours sain	274 997,2	289 039,8	315 958,7	311 496,6	318 195,2	310 239,4	307 831,0	307 312,9	-0,2%	-1,3%
Ménages										
Crédits à la consommation	58 051,6	61 069,0	63 352,9	63 908,4	63 765,8	62 382,1	62 461,8	62 881,8	0,7%	-1,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	42 873,5	46 321,8	49 457,4	49 665,5	50 025,0	48 236,6	47 964,1	48 520,1	1,2%	-2,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 439,7	4 355,3	4 060,0	4 360,4	3 895,7	4 145,9	4 472,1	4 124,1	-7,8%	-5,4%
<i>Crédit-bail</i>	11 738,4	10 391,8	9 835,5	9 882,5	9 845,0	9 999,6	10 025,7	10 237,6	2,1%	3,6%
Crédits à l'habitat	220 276,2	238 512,8	257 138,0	259 896,9	259 989,7	260 051,6	259 870,4	265 069,4	2,0%	2,0%
Autres crédits	4 041,1	5 205,2	6 272,4	6 302,8	5 816,8	5 677,6	5 453,6	5 924,0	8,6%	-6,0%
Encours sain	282 368,9	304 786,9	326 763,3	330 108,1	329 572,2	328 111,4	327 785,8	333 875,2	1,9%	1,1%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	3 219,8	3 572,7	1 419,4	2 362,5	1 441,3	1 782,6	1 712,0	2 019,6	18,0%	-14,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	2 286,6	2 439,2	676,8	525,8	429,9	286,3	485,6	648,4	33,5%	23,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	933,2	1 133,4	742,6	1 836,8	1 011,5	1 496,3	1 226,4	1 371,3	11,8%	-25,3%
Crédits d'investissement	4 689,4	5 580,9	7 528,6	7 987,3	9 030,1	10 469,9	10 903,9	10 777,3	-1,2%	34,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	4 508,0	5 414,9	7 363,6	7 805,4	8 858,4	10 311,0	10 728,1	10 622,6	-1,0%	36,1%
Autres crédits					1 000,2	3,3	0,0		n.s	n.s
Encours sain	8 218,5	9 428,6	8 948,0	10 349,8	11 471,6	12 255,8	12 615,9	12 796,9	1,4%	23,6%
Autres agents										
Encours sain	10 619,6	12 511,5	13 857,9	16 288,3	15 423,9	12 506,5	13 271,3	13 854,7	4,4%	-14,9%
TOTAL										
Encours sain	576 204,2	615 766,9	665 527,9	668 242,9	674 663,0	663 113,0	661 504,0	667 839,8	1,0%	-0,1%
Créances douteuses brutes	15 278,6	17 375,6	18 681,7	20 437,5	20 488,7	20 455,7	21 126,9	20 775,3	-1,7%	1,7%
<i>Créances douteuses nettes</i>	4 669,4	6 095,9	6 932,6	8 231,1	8 033,5	8 005,5	8 425,6	8 188,1	-2,8%	-0,5%
<i>(dt) Entreprises</i>	2 925,7	4 006,2	4 317,2	4 852,5	4 821,1	4 562,5	4 833,1	5 020,8	3,9%	3,5%
<i>(dt) Ménages</i>	1 741,5	2 075,7	2 494,2	3 287,2	3 200,6	3 435,1	3 564,6	3 157,9	-11,4%	-3,9%
Provisions	10 609,2	11 279,6	11 749,1	12 206,4	12 455,2	12 450,2	12 701,3	12 587,2	-0,9%	3,1%
Encours brut total	591 482,8	633 142,5	684 209,6	688 680,4	695 151,6	683 568,6	682 630,9	688 615,1	0,9%	0,0%
Taux de créances douteuses	2,6%	2,7%	2,7%	3,0%	2,9%	3,0%	3,1%	3,0%	-0,1 pt	0,0 pt
Taux de provisionnement	69,4%	64,9%	62,9%	59,7%	60,8%	60,9%	60,1%	60,6%	0,5 pt	0,9 pt

Ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions F CFP								Variations	
	sept-10	sept-11	sept-12	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	71 207,7	74 862,0	87 163,5	80 184,2	83 637,6	75 727,0	74 670,1	73 131,2	-2,1%	-8,8%
<i>Créances commerciales</i>	4 456,5	4 423,9	4 445,4	3 516,3	3 541,0	3 555,2	3 750,4	3 204,7	-14,6%	-8,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	39 975,8	41 631,9	42 916,2	43 420,4	43 814,0	41 300,4	41 403,3	41 373,8	-0,1%	-4,7%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 502,0	1 490,3	1 266,5	1 346,4	1 308,2	1 235,9	1 250,6	1 281,1	2,4%	-4,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	26 775,4	28 806,2	39 801,8	33 247,5	36 282,6	30 871,4	29 516,4	28 552,7	-3,3%	-14,1%
Crédits d'investissement	213 053,4	221 478,8	240 782,6	241 765,9	235 172,9	235 265,6	229 675,9	233 120,1	1,5%	-3,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	204 029,4	212 504,2	231 599,8	232 340,2	226 017,2	226 677,5	221 068,1	224 330,2	1,5%	-3,4%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	9 149,4	9 199,0	8 804,1	8 124,0	8 217,2	8 028,2	7 928,7	7 756,3	-2,2%	-4,5%
<i>Crédit-bail</i>	9 024,1	8 974,6	9 182,9	9 425,7	9 155,7	8 588,1	8 607,8	8 789,9	2,1%	-6,7%
Crédits à l'habitat	99 471,2	103 289,9	112 425,3	117 250,3	117 498,1	118 242,7	117 822,0	117 441,5	-0,3%	0,2%
Autres crédits	8 928,2	12 361,6	14 949,5	16 571,2	16 620,1	16 315,4	14 972,5	14 324,1	-4,3%	-13,6%
Encours sain	392 660,5	411 992,2	455 321,0	455 771,6	452 928,7	445 550,7	437 140,6	438 016,9	0,2%	-3,9%
Ménages										
Crédits à la consommation	67 878,9	71 197,4	73 406,9	74 420,4	74 536,3	73 067,1	73 290,5	73 656,5	0,5%	-1,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	52 700,6	56 450,2	59 511,4	60 177,4	60 795,6	58 921,6	58 792,7	59 294,8	0,9%	-1,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 439,9	4 355,3	4 060,0	4 360,5	3 895,7	4 145,9	4 472,1	4 124,1	-7,8%	-5,4%
<i>Crédit-bail</i>	11 738,4	10 391,8	9 835,5	9 882,5	9 845,0	9 999,6	10 025,7	10 237,6	2,1%	3,6%
Crédits à l'habitat	278 744,4	302 839,0	320 417,3	327 098,0	329 342,3	330 344,5	330 988,3	337 143,8	1,9%	3,1%
Autres crédits	4 041,1	5 290,7	6 272,4	6 302,8	5 822,8	5 689,8	5 465,6	5 935,9	8,6%	-5,8%
Encours sain	350 664,4	379 327,1	400 096,6	407 821,2	409 701,4	409 101,4	409 744,4	416 736,2	1,7%	2,2%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	3 219,8	3 572,7	1 419,4	2 362,5	1 441,3	1 782,6	1 712,0	2 019,6	18,0%	-14,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	2 286,6	2 439,2	676,8	525,8	429,9	286,3	485,6	648,4	33,5%	23,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	933,2	1 133,4	742,6	1 836,8	1 011,5	1 496,3	1 226,4	1 371,3	11,8%	-25,3%
Crédits d'investissement	40 430,7	43 763,7	52 335,8	65 402,7	71 469,7	76 203,4	75 082,0	82 810,7	10,3%	26,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	40 249,3	43 597,8	52 170,7	65 220,8	71 298,0	76 044,5	74 906,2	82 655,9	10,3%	26,7%
Autres crédits	340,8	332,6	163,8	155,1	1 151,6	154,1	147,0	146,2	-0,6%	-5,8%
Encours sain	44 358,7	48 002,2	53 919,0	67 920,3	74 062,6	78 140,0	76 941,1	84 976,5	10,4%	25,1%
Autres agents										
Encours sain	11 726,6	13 066,3	14 525,4	17 053,6	15 715,1	12 771,5	13 552,8	14 545,9	7,3%	-14,7%
TOTAL										
Encours sain	799 410,2	852 387,8	923 861,9	948 566,7	952 407,8	945 563,6	937 378,8	954 275,5	1,8%	0,6%
<i>dont ECHZE</i>	223 206,0	236 620,9	258 334,0	280 323,8	277 744,9	282 450,7	275 874,8	286 435,7	3,8%	2,2%
Créances douteuses brutes	15 979,0	19 236,9	19 340,3	21 173,7	29 610,7	29 676,2	29 552,9	29 210,1	-1,2%	38,0%
<i>Créances douteuses nettes</i>	5 369,8	7 957,3	7 591,2	8 967,3	16 612,2	16 682,7	16 306,6	16 174,6	-0,8%	80,4%
<i>(dt) Entreprises</i>	3 180,1	4 298,9	4 317,2	4 852,5	12 647,1	12 299,0	11 707,5	12 026,1	2,7%	147,8%
<i>(dt) Ménages</i>	2 187,5	2 594,3	3 152,8	4 023,4	3 953,2	4 375,8	4 571,1	4 139,1	-9,5%	2,9%
<i>Provisions</i>	10 609,2	11 279,6	11 749,1	12 206,4	12 998,5	12 993,5	13 246,2	13 035,5	-1,6%	6,8%
Encours brut total	815 389,2	871 624,7	943 202,2	969 740,4	982 018,6	975 239,9	966 931,7	983 485,6	1,7%	1,4%
<i>Taux de créances douteuses</i>	2,0%	2,2%	2,1%	2,2%	3,0%	3,0%	3,1%	3,0%	-0,1 pt	0,8 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	66,4%	58,6%	60,7%	57,6%	43,9%	43,8%	44,8%	44,6%	-0,2 pt	-13,0 pt

Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr